



Rennes, le 7 juin 2023

PARTICIPATION DU PUBLIC – NOTE DE PRESENTATION

Projet d'arrêté portant approbation de la délibération du CRPME de Bretagne fixant les conditions d'attribution de la licence de pêche du poulpe dans les eaux territoriales situées au large du Morbihan

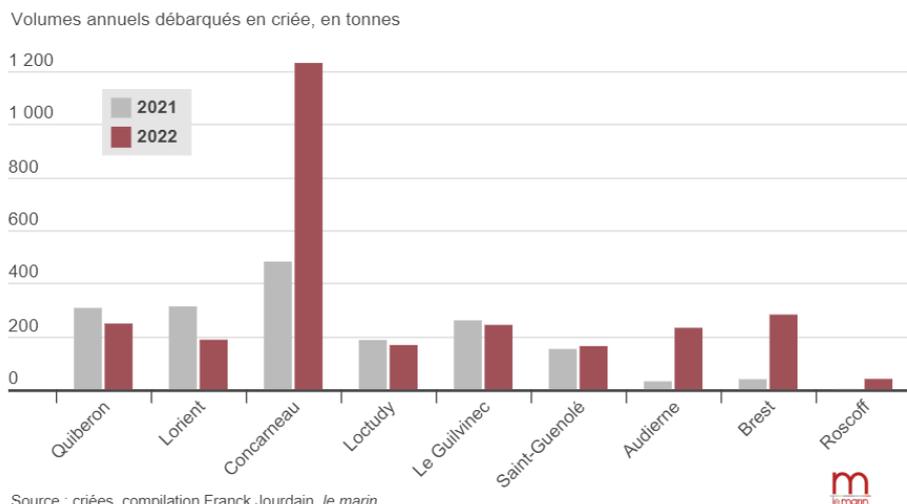
DÉLIBÉRATION « POULPE MORBIHAN - A »

PRÉAMBULE :

Le projet de délibération du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPME) de Bretagne approuvé par le présent projet d'arrêté, vise à définir les conditions d'attribution de la licence de pêche du poulpe (OCC et OCT) dans les eaux territoriales situées au large du Morbihan. Pour simplifier la lecture de la présente note, le terme générique « poulpe » est retenu par la suite.

CONTEXTE ET OBJECTIFS :

Les poulpes sont historiquement présents sur les côtes françaises, l'essentiel de la pêcherie se situant en mer Méditerranée. En Atlantique, très peu d'activités de pêche ciblée sur le poulpe commun (*Octopus vulgaris*) ont été recensées depuis la dernière forte hausse d'abondance sur les côtes Breto-Normandes dans les années 50. Cette espèce avait alors connu un déclin important lors du début de la décennie suivante après une succession de perturbations, notamment lors de l'hiver 1962-1963 qui a connu des températures extrêmement faibles. Alors que les débarquements ont commencé à devenir légèrement plus significatifs depuis le milieu des années 2010, l'année 2021 a été marquée par un phénomène de prolifération massif de poulpes dans le nord du Golfe de Gascogne. Sur cette année-là, ce sont plus de 1 600 tonnes qui ont été débarquées dans les halles à marées de Bretagne nord, contre moins de 100 tonnes les années précédentes (données France Agrimer – Figures 1 et 2). Ces débarquements records ont même nettement dépassé les halles à marées de la façade méditerranéenne qui étaient jusqu'à présent les seules criées françaises à débarquer des quantités importantes de poulpe.



Détail des ventes dans les principales halles à marée

Halle à marée	2020			2021			Evolution		
	Q. vendues (T)	V. ventes (k€)	P.M. (€/kg)	Q. vendues (T)	V. ventes (k€)	P.M. (€/kg)	Q. vendues (%)	V. ventes (%)	P.M. (%)
Toutes halles à marée	1 130	5 817	5,15	4 032	26 610	6,60	0%	357%	28%
LE GRAU DU ROI	346	1 980	5,73	480	3 212	6,69	39%	62%	17%
CONCARNEAU	29	66	2,28	473	3 211	6,79	0%	4801%	197%
LA TURBALLE	7	53	7,81	375	2 564	6,84	0%	4780%	-12%
QUIBERON	3	26	8,72	306	2 191	7,16	0%	8388%	-18%
LORIENT	8	57	7,38	303	2 119	6,99	0%	3611%	-5%
LE CROISIC	21	69	3,27	349	2 090	5,99	0%	2926%	84%
LE GUILVINEC	28	59	2,14	256	1 650	6,46	0%	2695%	201%
LES SABLES D'OLONNE	20	90	4,58	251	1 644	6,54	0%	1734%	43%
AGDE	227	1 138	5,01	265	1 501	5,66	17%	32%	13%
LOCTUDY	8	27	3,45	186	1 361	7,30	0%	4895%	111%
PORT LA NOUVELLE	162	774	4,78	206	1 103	5,36	27%	43%	12%
SAINT GUENOLE	9	42	4,88	152	1 030	6,77	0%	2337%	39%
SETE	180	975	5,43	130	1 005	7,75	-28%	3%	43%
OLERON	10	36	3,73	91	507	5,58	0%	1309%	50%
NOIRMOUTIER	2	17	7,30	54	373	6,87	0%	2082%	-6%

Evolution mensuelle des QUANTITÉS MISES EN VENTE et des PRIX MOYENS sous toutes les halles à marée en 2020 et 2021

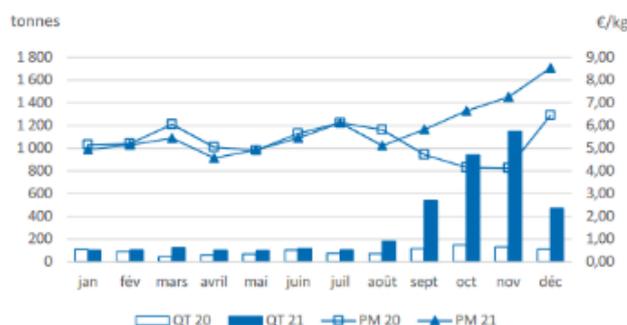


Figure 2: Données de vente déclarée en HAM en 2020 & 2021 – France Agrimer

Ce phénomène a entraîné une forte modification des pratiques de pêches sur les secteurs les plus touchés dont fait partie le Finistère sud.

Ainsi, en premier lieu, un grand nombre de navires déjà équipés de casiers à crustacés ou de nasses se sont mis à cibler le poulpe et à modifier leur zone de pêche. En parallèle, de nouveaux navires sont arrivés afin de cibler, notamment au chalut ou au casier pour des navires qui ne pratiquaient pas ce métier jusqu'alors. De nombreux navires se sont également équipés de « planche à poulpe » (Engin apparenté LTL), activité nouvelle dans les eaux territoriales au large de la Bretagne.

L'ensemble de ces changements de pratiques ont engendré de forts problèmes de cohabitation dès 2021, qui se sont accentués en 2022. Par ailleurs, les prix restent élevés (prix moyen entre 6,80€ et 7,30€ par kg en 2021-figure 2 – données France Agrimer) et les marchés sont demandeurs, ce qui contribue à générer une forte attractivité pour l'espèce et un effort de pêche ciblé important. Ce sont en effet plus de 400 navires ont pêché du poulpe en 2021/2022 et près de la moitié le ciblent désormais spécifiquement en Bretagne.

Ainsi, en juillet 2022, un premier encadrement provisoire a vu le jour à la demande des professionnels et du bureau du CRPME de Bretagne. Jusqu'alors, la pêche du poulpe ne faisait pas l'objet d'une réglementation spécifique dans les eaux territoriales bretonnes. La seule mesure était fixée par le règlement 2019/1241 du parlement européen et du conseil du 20 juin 2019 relatif à la conservation des ressources halieutiques et à la protection des écosystèmes marins par des mesures techniques, fixant le poids minimum de référence de conservation du poulpe (*Octopus vulgaris*) à 750 grammes. Ce texte avait pour objectif de fixer un premier cadre permettant prendre en compte l'ensemble des pêcheries déjà implantées en Bretagne et susceptibles de pêcher du poulpe, et de manière à ne pas remettre en cause les équilibres déjà en place sur les différents métiers du casier, notamment ceux des gros crustacés (homard, langoustes, araignées, tourteaux). Il a ainsi permis de limiter le nombre d'engins à l'eau et de clarifier les règles d'utilisation des casiers parloirs pour la

pêche du poulpe. Adossée à cette délibération, à la demande des professionnels, plusieurs restrictions complémentaires ont été prises dans le Finistère sud afin de limiter les conflits de cohabitation : restriction du nombre de casier, d'accès pour les navires de longueur hors tout supérieure à 13m, zone de priorisation pour les métiers de la drague sur le secteur des Glénan (décision 098-2022 du 08 septembre 2022) et interdiction spatio-temporelle de l'usage des casiers parloirs (069-2023 du 17 avril 2023).

Ce dispositif va être prolongé jusqu'à l'entrée en vigueur du régime de gestion plus classique sous forme de licences.

Ainsi, depuis l'automne 2022, et compte tenu de contextes de pêcheries différents (décalage dans l'arrivée du poulpe sur les zones de pêche, structure des flottilles, utilisation des engins) entre les secteurs, les comités des pêches du Morbihan, Finistère et de Bretagne travaille en lien étroit avec les professionnels à la mise en œuvre de trois licences spécifiques de pêche du poulpe sur 3 secteurs : Le Finistère nord, le Finistère sud et le Morbihan.

Cette note de présentation s'attache donc à présenter le projet de délibération du CRPME de Bretagne fixant les conditions d'attribution de la licence de pêche du poulpe dans les eaux territoriales situées au large du Morbihan, approuvé par le présent projet d'arrêté.

Les propositions d'encadrement des pêcheries de poulpe par licence de pêche sont issues des réunions avec les pêcheurs, des groupes de travail et des consultations réalisées par le CDPME du Morbihan et le CRPME de Bretagne entre les mois d'octobre 2022 et janvier 2023. Le CDPME du Finistère est également associé aux échanges compte tenu des navires du département qui opèrent dans ces secteurs. La première finalité du projet, compte tenu de l'état des connaissances sur le stock, sur la dynamique de population et les éventuels effets sur l'écosystème, reste basée uniquement sur la gestion de la cohabitation entre les métiers de la pêche. Dans un second temps, compte tenu des résultats apportés par les programmes d'acquisition de connaissance en cours, des mesures d'encadrement de la pêche complémentaire pourraient être étudiées.

Le présent projet a été présenté et discuté lors des commissions pêche côtière qui se sont tenues le 06 avril 2023 et le 23 juin 2023. Sa construction a également été présentée en bureau du CRPME les 27 mars 2023 et 05 juin 2023, ainsi qu'en commission crustacé le 23 juin 2023.

PRÉSENTATION DU CADRE RÉGLEMENTAIRE :

Le projet de délibération **POULPE MORBIHAN - A** du CRPME Bretagne approuvé par le présent projet d'arrêté prévoit les mesures suivantes :

A – DISPOSITIONS GENERALES

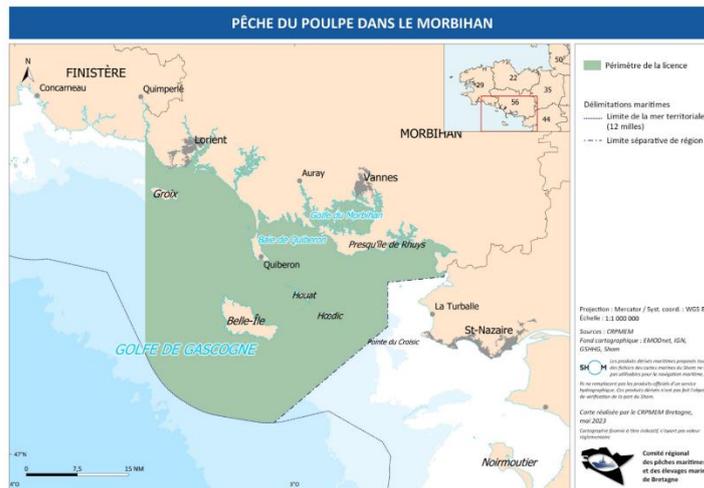
L'article 1 s'attache à préciser plusieurs définitions permettant de fixer le régime d'attribution des licences. Compte tenu du nombre important de navires ayant pêché le poulpe entre 2021 et 2022 et des différences de stratégies importantes entre les navires, le projet de licence définit deux déclinaisons de licence : déclinaison pêche ciblée et pêche accessoire, auxquels viendront s'adosser des mesures de gestion différentes. Cette disposition a pour objectif principal de maintenir l'équilibre des stratégies d'entreprise d'ores et déjà déployées sur l'espèce tout en limitant les nouveaux entrants sur la pêche, compte tenu des problèmes de cohabitation générés par le nombre de navires ciblant l'espèce.

L'article 2 fixe le champ d'application de cette licence. Il concerne uniquement la pêche du poulpe *Octopus vulgaris* (OCC, OCT). Les élédones, principalement pêchés au chalut, sont exclus du champ d'application de la licence.

Les engins concernés par cette licence sont les métiers du casier (FIX, FPO), du filet (GNS, GNF, GTR, GTN, GEN, GN, GNE, GND, GNC) et des métiers de l'hameçon (LHP, LLS, LLD, LL, LLF, LVD, LVS, LTL, LX, LHM).

Les autres engins (notamment chalut, drague et bolinche) ne sont pas concernés par la licence et peuvent pêcher du poulpe sans préjudice pour la réglementation par ailleurs existante.

Le périmètre géographique de la licence concerne les eaux au large du Morbihan (voir carte ci-dessous).



L'article 3 précise l'organisation des campagnes et l'articulation qui sera réalisée entre le présent projet de texte et les mesures pouvant être prises par décisions. Les mesures pouvant faire l'objet de décision sont structurées en deux parties :

- a. Des limitations complémentaires par secteur qui peuvent consister en :
 - La définition de secteurs pouvant faire l'objet de mesures particulières au sein du périmètre de la licence ;
 - Des secteurs autorisés ou interdits pour la pêche du poulpe.
 - Des secteurs faisant l'objet de priorisation d'accès entre métiers de la pêche maritime.
- b. Des mesures complémentaires, plus contraignantes que celles fixées dans la présente délibération qui peuvent consister en :
 - Des limitations des engins de pêche en nombre ;
 - Des engins autorisés ou interdits pour la pêche du poulpe ;
 - Des règles relatives aux durées d'immersion et/ou aux conditions de relèvement périodiques des engins ;
 - Des limitations des longueurs de filière ;
 - Des calendriers et/ou des horaires de pêche ;
 - Des limitations de capture et de débarquement globaux, par type d'engin et/ou par homme embarqué et/ou par navire ;
 - Des limitations de longueur de navire

Ces dispositions faisaient déjà partie du premier cadre réglementaire et se sont révélées particulièrement efficaces pour réagir rapidement en cas de tensions sur zone. Il y a donc une demande forte de la profession de les conserver afin d'encadrer les pratiques et la cohabitation.

B- PROCEDURE D'ATTRIBUTION DES LICENCES.

Les articles 4 à 6 présentent les critères d'éligibilité afin de prétendre à la licence ainsi que les modalités d'attribution des licences.

Sont ainsi définis les titulaires de licence ainsi que les conditions à remplir pour pouvoir demander la licence, au regard des exigences réglementaires européennes et nationales (licence européenne et CPO).

L'article 5.3 définit les conditions d'éligibilité à la licence. Est éligible, le demandeur justifiant d'une antériorité d'au moins 1 kilo de pêche du poulpe (OCC et OCT), à l'aide des engins réglementés par la licence, au sein des carrés statistiques 24E6, 23E6 ; 24E7 ; 23E7 durant la période de référence s'étalant du 1er janvier 2021 au 05 décembre 2022. Afin de prendre en compte les changements de navires ayant eu lieu sur la période ciblée, sans pour autant augmenter le nombre de navires pouvant prétendre à cette déclinaison, l'antériorité

du couple navire/producteur pourra être qualifiée de trois manières différentes :

- Sur le seul navire, objet de la demande de licence ;
- Sur un ou plusieurs navires cumulés qui ont été remplacés sur la période de référence par le navire, objet de la demande ;
- Sur un nouveau navire dont l'ancien propriétaire a renoncé à ses antériorités de pêche au poulpe.

Ces critères permettent de prendre en compte les antériorités des producteurs.

Afin d'intégrer les demandeurs justifiant d'une dépendance économique sur le secteur, le renouvellement des marins et favoriser l'installation des jeunes (critères socio-économiques), sont également éligibles les demandeurs en situation de première installation tel que défini à l'article 1 et justifiant d'une antériorité d'au moins 1 kilo de pêche du poulpe (OCC et OCT), à l'aide des engins listés dans l'article 2-1), au sein des carrés statistiques 24E6 ; 23E6 ; 24E7 ; 23E7 durant la période de référence s'étalant du 05 décembre 2022 jusqu'à la mise en place de la licence.

L'article 6 précise les modalités d'attribution des licences. En l'absence de contingent de licence, les licences sont attribuées aux demandeurs pour un navire répondant aux critères d'éligibilité décrits à l'article 5. Il est cependant prévu de travailler à la définition d'un contingent de licence dès lors que le nombre de navires éligible sera clairement identifié.

Par ailleurs, la licence ne peut être délivrée qu'aux navires ayant une longueur hors tout inférieure ou égale à 12 mètres, sauf antériorités.

Les articles 7 à 9 définissent les modalités administratives de demande de licence, ainsi que la procédure de traitement par les comités des pêches et les modalités de paiement de la licence.

L'article 10 précise les modalités de déclaration des captures.

L'article 11 précise les modalités de poursuites en cas d'infraction à la délibération approuvée par le présent projet d'arrêté.

Le projet d'arrêté est consultable **du 8 juin 2023 au 28 juin 2023 inclus**.

Il est également consultable sur support papier en prenant rendez-vous au 02.90.02.69.50 (9h-12h/14h-16h30).

Les observations peuvent parvenir à la direction interrégionale de la mer Nord Atlantique – Manche Ouest **jusqu'au 28 juin 2023 inclus** et peuvent être déposées :

– par voie électronique à urdp.dpa.dirm-namo@developpement-durable.gouv.fr en intitulant l'objet du courriel « Consultation publique - **approbation délibération** « **POULPE MORBIHAN - A** » ;

– par voie postale à la direction interrégionale de la mer Nord Atlantique – Manche Ouest, Immeuble Le Morgat – 10 rue Maurice Fabre – CS 43908 – 35 039 RENNES Cedex, en indiquant sur le courrier « Consultation publique - **approbation délibération** « **POULPE MORBIHAN- A** ».